



## Joint Councils

Public Sector Chief Information Officer Council  
Public Sector Service Delivery Council

## Conseils mixtes

Conseil des DPI du secteur public  
Conseil de la prestation des services du secteur public



*Ébauche – v.3*

# RÉUNION DES CONSEILS MIXTES – Conseil de la prestation des services du secteur public (CPSSP) et CDPISP 14 septembre 2016 VICTORIA, COLOMBIE-BRITANNIQUE

## Compte rendu des décisions

### Présents

#### **COPRÉSIDENTES :**

Chris Bookless  
Jacques Paquette

Yukon – CPSSP  
EDSC/Service Canada – CPSSP

Bette-Jo Hughes  
John Messina

Colombie-Britannique – CDPISP  
Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada –  
CDPISP

#### **MEMBRES DU CDPISP :**

Mark Brisson  
Kathryn Bulko  
Sandra Cascadden  
Robert Devries  
Chris Fisher  
Cheryl Hansen  
Ellen MacDonald  
Sean McLeish  
Harry Turnbull  
Tracy Wood  
Munna Zaman

Alberta  
MISA central (ville de Toronto)  
Nouvelle-Écosse  
Ontario  
ASIM Ouest (Ville de Regina)  
Nouveau-Brunswick  
Terre-Neuve-et-Labrador  
Yukon  
ASIM Est (Ville de Windsor)  
Île-du-Prince-Édouard  
Manitoba

#### **Membres du CPSSP:**

Glenn Brunetti  
Steve Burnett  
Natasha Clarke  
Beverly Dicks  
Libby Douglas  
Josée Dussault  
Guy Gordon  
Karla Hale  
Janine Halliday  
Ron Hinshaw  
Rob Horwood  
Michelle Lattimore  
Christian Laverdure

Réa Mckay  
Lee Parker

MSDO (région de Peel)  
Ontario  
Nouvelle-Écosse  
Colombie-Britannique  
Anciens combattants Canada  
Agence du revenu du Canada  
Manitoba  
OPSM centre (Région du Peel)  
MSDO région de l'Est (ville de St John's, T.-N.-L.)  
Colombie-Britannique  
Nouveau-Brunswick  
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada  
Innovation, Sciences et Développement  
économique  
Services publics et Approvisionnement Canada  
Société canadienne des postes

		Cosanna Preston-Idedia Alan Roy Jackie Stankey David Ward	Saskatchewan Nouveau-Brunswick Alberta Ontario
<b>PRÉSENTATEURS ET OBSERVATEURS CONSEILS MIXTES / CDPISP / CPSSP</b>			
Ian Bailey Jennifer Dawson Denise Gomes Stephen Gordon Sophia Howse	Colombie-Britannique Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada Colombie-Britannique Colombie-Britannique	Robert Frelich Marina Gilson Hayden Lansdell Allison Little Fortin Nancy MacLellan	EDSC/Service Canada Ipsos Public Affairs BC Centre for Data Innovation Immigration, Refugees and Immigration Canada Institut des services axés sur les citoyens (Nouvelle-Écosse) Emploi et Développement social Canada Agence du revenu du Canada MSDO Emploi et Développement social Canada
Gary Perkins Niki Sedmak Mark Burns Corinne Charette	Colombie-Britannique Colombie-Britannique Yukon Innovation, Sciences et Développement économique	Margo McCarthy Silvano Tocchi Rhonda Tsingos Annette Vermaeten	CIANC Ville de Fredericton Systemscope Davis Pier
Richard Dalpé Anik Dupont Pascale Elvas	Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada EDSC/Service Canada EDSC/Service Canada	Joni Brennan Maurice Gallant Steve Karam Greg Lypowy	
<b>ISAC</b> Dan Batista	Michal Dziong	Linda Robins	Maria Luisa Willan

Poin t	SUJET/DISCUSSION	Décision/suivi
1.	<p><b><u>Questions administratives:</u></b></p> <p>Chris Bookless, au nom des coprésidents du CPSSP et du CDPISP, accueille tous les membres et les observateurs invités à la réunion. Ensuite, on procède à un tour de table de présentation.</p> <p><b><u>A) Approbation du compte rendu de décision de la réunion en personne des conseils mixtes du 24 février qui a eu lieu à Toronto (Ontario) (voir onglet 1A)</u></b></p> <p><b>Compte rendu de décision de la réunion des conseils mixtes du 24 février 2016 adopté sans changement.</b></p> <p><b>B) Révision des mesures de suivi découlant des réunions et conférences téléphoniques précédentes (voir onglet 1B)</b></p> <p>Maria Luisa Willan, secrétariat de l'ISAC, indique que toutes les mesures de suivi seront traitées durant la réunion, à l'exception du sous-comité sur le mappage des services qui fera rapport en février 2017. Le comité de recherche fournira un bref résumé, et une mise à jour complète sera présentée lors de la prochaine réunion des conseils mixtes. Les membres n'ont ni commentaire ni question.</p>	<p><b><u>Décision no 1 :</u></b></p> <p>Le compte rendu de décision de la réunion des conseils mixtes du 24 février 2016 est adopté sans changement.</p>

	<p><b>C) <u>Ordre du jour de la réunion des conseils mixtes du 14 septembre 2016</u> (voir onglet 1C)</b></p> <p>L'ordre du jour de la réunion des conseils mixtes du 14 septembre 2016 est adopté. Il n'y a ni commentaire ni question.</p>	<p><b><u>Décision no 2 :</u></b></p> <p>L'ordre du jour de la réunion du 14 septembre est adopté.</p>
2.	<p><b><u>Présentation vedette Services Canada Colombie-Britannique</u> (voir onglet 2)</b></p> <p>Bette-Jo Hughes présente Sophia Howse, directrice administrative, programme provincial de gestion de l'identité, gouvernement de la Colombie-Britannique.</p> <p>Sophia Howse présente un sommaire des différents événements en lien avec la BC Services Card, incluant les lois et les règlements, la gouvernance et la surveillance, la technologie et l'infrastructure, la consultation et la mobilisation du public, ainsi que la démonstration en direct de l'utilisation de la carte suivie d'une séance de questions.</p> <p><b><u>Discussion:</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Josée Dussault demande si des mesures ont été intégrées en matière de protection contre la fraude ou autre mesure en lien avec la sécurité. Sophia Howse explique que les citoyens doivent se présenter en personne pour faire une demande de carte (une photo est nécessaire pour la carte). Les services fournis avec la carte ne coûtent pas très cher. Ian Bailey fait remarquer que ce processus garantit d'avoir un laissez-passer, mais qu'il est trop tôt dans le processus pour déterminer s'il y a utilisation frauduleuse de la carte. La BC Services Card sera offerte partout à compter de 2018. Ian Bailey propose de partager les renseignements supplémentaires sur la carte et de mettre les membres en contact avec le personnel capable de répondre aux questions.</li> <li>• Harry Turnbull demande si le gouvernement de la C.-B. a dû modifier la loi pour inclure les services municipaux accessibles avec la carte. Ian Bailey explique que la gestion de l'identité pourra être mise en œuvre à tous les paliers de gouvernement et sera semblable à l'utilisation du permis de conduire à des fins d'identification. Bette-Jo Hughes remarque qu'actuellement, la BC Services Card ne peut pas encore être utilisée pour des services municipaux. Ian Bailey explique que la carte est juste un moyen d'identification et fonctionne comme une carte de débit. Sophia Howse indique que la ville de Surrey a démontré un intérêt pour la carte.</li> <li>• Cosanna Preston-Idedia demande s'il y a des leçons que devraient retenir ceux qui entreprennent une telle démarche. Ian Bailey conseille de passer plus de temps sur la gestion du changement avec les employés.</li> <li>• David Ward s'interroge sur la structure de gouvernance. Bette-Jo Hughes explique que deux organismes fournissaient la gouvernance : un pour l'utilisation de la carte et l'autre pour l'émission de la carte. Elle explique que le ministère de la Santé est responsable de la délivrance de la carte par l'intermédiaire du bureau du projet, alors que son utilisation relève des représentants de tous les partenaires.</li> <li>• Bette-Jo Hughes explique qu'un des défis pour le gouvernement de la C.-B. a été que les sommes pour la</li> </ul>	

	<p>délivrance de la carte étaient disponibles, mais pas celles pour son intégration. Le Conseil du Trésor n'a fourni l'argent que pour la première partie du projet, et on leur a demandé de faire d'autres demandes de financement lorsque les défis et les coûts de développement seraient connus.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Quelqu'un pose une question concernant le service à la clientèle pour 3,6 millions d'utilisateurs. Sophia Howse explique qu'un centre d'appels a été mis sur pied, cependant le nombre d'appels n'est pas très important et les appels concernent le plus souvent les finances et l'intégration. Aucun soutien n'est offert sur les médias sociaux.</li> <li>• Robert Devries demande si quelqu'un souhaite reproduire ce modèle au Canada. L'investissement se calculerait en milliards, mais l'accès peut ne pas être apparent, ce projet serait très difficile à vendre. Il demande aux participants si quelqu'un a profité du travail effectué en Colombie-Britannique. Bette-Jo Hughes explique que ce qui a rendu ce projet possible est le fait que la carte d'assurance-maladie devait être remplacée. Il faut qu'un ministère important soit prêt à utiliser la carte et à prouver son bien-fondé. Le service doit être complet et s'adresser à l'ensemble des citoyens. Ensuite, on peut monter le dossier avec des partenaires et prouver la valeur de la carte. Au tout début, les nombreuses sommes d'argent utilisées pour créer la carte provenaient de budgets existants.</li> <li>• Guy Gordon demande si la Colombie-Britannique recherche l'« art du possible » avec la BC Services Card. Sophia Howse explique que le ministère de l'Éducation est intéressé, ainsi que d'autres groupes et qu'ils examinent actuellement les différentes façons de profiter de la carte. Ian Bailey explique que l'infrastructure d'identité a été construite pour permettre les liens.</li> </ul> <p><b>Aucun suivi ni aucune décision découlant de ce point à l'ordre du jour n'est identifié.</b></p>	
3.	<p><b><u>SOUS-COMITÉ</u></b></p> <p><b>A. Sous-comité de gestion de l'identité (SCGI) (voir onglet 3A)</b></p> <p>Rita Whittle, coprésidente, SCGI (via téléconférence), fournit une mise à jour sur les travaux actuels du sous-comité en lien avec le cadre de fiabilité pancanadien.</p> <p>Robert Devries, coprésident, SCGI commente l'excellent travail effectué en Colombie-Britannique et ailleurs concernant la gestion de l'identité et fait remarquer que l'approche de la gestion de l'identité diffère d'une province à l'autre.</p> <p><b><u>Discussion:</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nancy MacLellan indique que Rita Whittle est la championne du projet depuis très longtemps et la remercie de sa persévérance. Elle demande s'il existe une étape provisoire concernant l'élément de vérification de la personne (diapo 11) permettant à une administration de dire de quelle façon elle s'en tire par rapport à un critère particulier ou s'il y a une étape provisoire pour continuer. Rita Whittle explique qu'un exemple de l'adoption de la solution est l'étude du modèle de permis de conduire. Il s'agit d'un modèle pancanadien qui comprend un niveau d'assurance avec des exigences communes et le modèle commun auquel il faut arriver.</li> </ul>	<p><b><u>Mesure de suivi no 1 :</u></b></p> <p>a) Le SCGI continuera de travailler sur le cadre de fiabilité pancanadien et de collaborer avec le DIACC et fournira une mise à jour lors de la réunion du mois de février et/ou pendant la prochaine téléconférence des conseils mixtes.</p> <p>b) Le DIACC continuera de travailler sur le cadre de fiabilité pancanadien et de collaborer avec le SCGI et fournira une mise à jour lors de la réunion du mois de février et/ou pendant la</p>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• Harry Turnbull interroge Sophia Howse sur la solution d'assurance et lui demande si le gouvernement de la Colombie-Britannique doit ajouter sa solution au cadre de gestion de l'identité. Sophia fait remarquer que le gouvernement de la Colombie-Britannique a abordé son projet de carte avec un niveau d'assurance de l'identité élevé afin d'obtenir l'acceptation des autres ministères. Robert Devries explique qu'ils s'attendent à ce que le cadre de fiabilité normalise l'assurance de l'identité.</li> <li>• John Messina fait remarque que des progrès notables ont été faits et remercie Rita Whittle, Robert Devries et le reste de l'équipe du SCGI pour leur travail dans le projet de gestion de l'identité.</li> <li>• Bette-Jo Hughes indique que, concernant l'assurance de l'identité, il s'agit d'identité et non de trouver une solution au programme. Ian Bailey fait remarquer qu'en utilisant le programme de permis de conduire, on a utilisé les données biométriques pour éliminer la fraude. Pour les personnes qui ne conduisent pas, il faut définir des exigences minimales.</li> </ul> <p><b><u>Un élément de suivi découlant de ce point à l'ordre du jour est identifié :</u></b></p> <p>Le SCGI continuera de travailler sur le cadre de fiabilité pancanadien et de collaborer avec le DIACC et fournira une mise à jour lors de la réunion du mois de février et/ou pendant la prochaine téléconférence des conseils mixtes.</p> <p><b>B. Digital Identity and Authentication Council of Canada (DIACC) <u>(voir onglet 3B)</u></b></p> <p>À la suite des discussions lors de la rencontre ayant eu lieu à Toronto en février dernier, Joni Brennan, président du DIACC, présente un rapport d'étape sur les travaux actuels du DIACC en lien avec le cadre de fiabilité pancanadien, la mise au point d'un processus de certification et de marque de confiance, le modèle de financement, la mobilisation des membres et la validation du principe.</p> <p><b><u>Discussion :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Robert Devries indique qu'il apprécie la contribution du DIACC, particulièrement pour résoudre des problèmes pratiques. Le DIACC fournit une excellente occasion au secteur privé d'explorer de nouvelles solutions. Il fait remarquer l'importance pour les membres de continuer à appuyer le travail du DIACC.</li> </ul> <p><b><u>Un élément de suivi découlant de ce point à l'ordre du jour est identifié :</u></b></p> <p>Le DIACC continuera de travailler sur le cadre de fiabilité pancanadien et de collaborer avec le SCGI et fournira une mise à jour lors de la réunion du mois de février ou pendant la prochaine téléconférence des conseils mixtes.</p> <p><b>C. Carrefour numérique canadien (CNC) – Rapport d'étape <u>(voir les onglets 3C et 3C (ii))</u></b></p> <p>Robert Frelich, coprésident du CNC présente un rapport d'étape sur les travaux actuels du CNC.</p>	<p>prochaine téléconférence des conseils mixtes.</p>
--	--

	<p>Il n'y a ni commentaire ni question.</p> <p><i>Veuillez noter que des discussions supplémentaires sur l'analyse de rentabilisation du CNC sont prévues plus loin à l'ordre du jour.</i></p>	
4.	<p><b><u>Groupe de travail sur les avis de décès – Élaboration d'un plan d'action sur les processus d'avis de décès et d'enregistrement des décès (voir l'onglet 4)</u></b></p> <p>Anik Dupont, coprésidente du groupe de travail sur les avis de décès, fait remarquer que l'objectif du groupe de travail est le respect des délais en matière d'avis de décès et que le travail du Carrefour numérique canadien dépendra de celui du groupe de travail sur les avis de décès. Anik rappelle aux membres que les conseils mixtes ont approuvé le financement pour l'embauche d'un consultant afin d'élaborer un plan d'action sur les processus d'avis de décès et d'enregistrement des décès et que Greg Lypowy de Davis Pier Consulting présentera les résultats de ce travail.</p> <p>Greg Lypowy, associé chez Davis Pier Consulting, présente les résultats du travail effectué en lien avec l'élaboration d'un plan d'action sur les avis de décès et l'enregistrement des décès. La présentation comprend une discussion sur les étapes à venir ainsi que des recommandations proposées par le groupe de travail.</p> <p><b><u>Discussion:</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Lee Parker fait remarquer que Postes Canada a des clients, comme les municipalités et la GRC, pour qui la livraison des documents est délicate et que la connexion postale de Postes Canada (portail électronique) a été mise sur pied dans plusieurs administrations.</li> <li>• Cosanna Preston-Idedia mentionne que dans les étapes de traitement, seul le numérique serait appuyé, pas le télécopieur. Pour la Saskatchewan, elle aimerait voir une stratégie plus offensive. Greg Lypowy explique que la disparité entre les provinces est grande quant à l'étape du processus où elles se trouvent.</li> <li>• Corinne Charette indique qu'il faut un plan d'action pour passer du papier/électronique au numérique. Il faut s'ajuster aux autres pays, notamment la Grande-Bretagne. Elle prétend que la loi sur les ententes d'échange de renseignements personnels n'aurait pas d'impact sur les avis de décès. Elle demande pourquoi une entente d'échange de renseignements personnels serait nécessaire alors que les seuls renseignements partagés sont le nom, la date de décès, etc., ce qui représente de l'information d'ordre public. Elle demande au groupe d'examiner la question en profondeur. Greg Lypowy fait remarquer que certaines de ces ententes renferment des renseignements sur le paiement, ce qui nécessiterait une entente. Anik Dupont répond que le groupe de travail s'informerait pour savoir si l'avis de décès nécessite ou non une loi et fera un rapport.</li> <li>• Bette-Jo Hughes fait remarquer que les administrations sont toutes à des étapes différentes et que certaines</li> </ul>	<p><b><u>Mesure de suivi no 2 :</u></b></p> <p>a) Le groupe de travail sur les avis de décès demande de travailler avec un consultant pour finaliser le rapport basé sur les commentaires des participants à cette réunion. Ces commentaires comprennent la proposition d'une transition plus dynamique au numérique, fournir de l'information sur l'état d'avancement des travaux dans chaque administration et évaluer l'utilisation d'un système de jumelage. Le groupe de travail sur les avis de décès présentera et partagera son rapport final avec les membres lorsque ce dernier sera prêt.</p> <p>b) Les participants se sont entendus pour dire que les travaux entourant les processus d'avis de décès et d'enregistrement des décès devraient continuer et que ce projet devrait être accéléré dans la mesure du possible.</p>

<p>éprouvent des difficultés dans ce domaine. Tous les processus sont différents, certains sont manuels, d'autres sont en partie électroniques et certains sont à l'essai. Sommes-nous près du futur état? Elle propose un système de jumelage qui aidera les administrations à évoluer au même rythme. Elle indique qu'il serait intéressant de connaître le nombre d'administrations qui éprouvent des problèmes pour passer au futur état.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Ron Hinshaw explique que le gouvernement de la C.-B. partage ses renseignements sur les décès par l'intermédiaire du SNA et de ses partenaires. Cependant, il existe des préoccupations quant à la confidentialité de l'envoi général de données peu applicables. Comment déterminer l'admissibilité du partenaire et le format de partage de l'information avec ces partenaires. L'autre question touche le niveau d'assurance, est-ce un niveau trois ou un niveau quatre? Combien d'administrations recueillent des renseignements avec un niveau d'assurance de niveau trois au bureau de l'État civil? Greg Lypowy indique que les critères de conformité pour la gestion de l'identité n'ont pas encore été élaborés et que le niveau de conformité doit être pris en considération.</li> <li>• Annette Vermaeten fait remarquer que ce travail est un élément indicateur pour le CNC et suggère de l'ajouter au plan d'action et de voir comment il s'y intègre.</li> <li>• Anik Dupont indique qu'il faut recueillir et partager l'information rapidement et cibler le client, mais que toutes les administrations ne sont pas au même niveau. Elle explique que le groupe de travail sur les avis de décès aimerait réengager la firme Davis Pier pour qu'elle continue son travail d'analyse et élabore un projet pilote.</li> <li>• Jacques Paquette résume la discussion et indique que le rapport final comprendra un message clair sur l'accélération des travaux en lien avec cette priorité et sur le passage aux prochaines étapes concernant la façon dont la mise en œuvre peut se faire avec des étapes spécifiques et la mise sur pied d'un projet pilote.</li> <li>• Steve Burnett indique que le groupe de travail sur les avis de décès propose que la firme Davis Pier continue son travail jusqu'en décembre 2016. Il explique que les conseils mixtes ont approuvé un budget maximum de 75 000 \$ pour ce projet. Anik Dupont ajoute que le groupe de travail aimerait faire progresser le plan d'action au stade suivant et vers une mise en œuvre en collaborant avec toutes les administrations. Elle indique également que le groupe de travail aimerait collaborer avec les territoires; les dix provinces sont connectées au SNA, mais les territoires ne le sont pas.</li> <li>• Bette-Jo Hughes propose de prendre une décision sur la question après la discussion sur le CNC puisque ce travail correspond au leur ainsi qu'à celui issu de la Table des SM fédéraux-provinciaux-territoriaux et de ses priorités.</li> <li>• Natasha Clarke demande quand le bouquet de services en matière de deuil reviendra à l'ordre du jour des conseils mixtes et quels sont les progrès qui ont été faits sur le sujet. Steve Burnett explique que la question sur l'avis de décès est commune à toutes les administrations alors que celle sur le bouquet des services en matière de deuil est plus spécifique sur le plan des administrations. Il explique qu'un cadre pourrait être créé, mais que certains éléments sont plus spécifiques à chaque administration. Natasha Clarke fait remarquer qu'il y a peut-être des éléments dans le bouquet des services en matière de deuil qui impliquent d'autres paliers de gouvernement; par conséquent, cette question ne devrait pas être traitée uniquement par les provinces.</li> </ul>	<p>Le groupe de travail sur les avis de décès présentera un rapport d'étape lors d'une prochaine réunion/téléconférence.</p> <p>c) Le groupe de travail sur les avis de décès et le Carrefour numérique canadien collaboreront pour accélérer les travaux et élaborer un projet pilote sur les avis de décès et l'enregistrement des décès qui servira de « scénario d'utilisation » au CNC lorsqu'il aura été mis sur pied; une approche numérique pour recevoir les renseignements sur les décès afin d'améliorer les délais en matière d'avis de décès.</p> <p>d) Le groupe de travail sur les avis de décès :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• examinera soigneusement les questions en lien avec la confidentialité du partage des données sur les avis de décès;</li> <li>• établira la portée des bouquets de services en matière de deuil lors des prochaines discussions FPT, en ciblant plus particulièrement les communications.</li> </ul>
---	--



	<p><b><u>Des éléments de suivi découlant de ce point à l'ordre du jour sont identifiés :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Le groupe de travail sur les avis de décès demande de travailler avec un consultant pour finaliser le rapport basé sur les commentaires des participants à cette réunion. Ces commentaires comprennent la proposition d'une transition plus dynamique au numérique, fournir de l'information sur l'état d'avancement des travaux dans chaque administration et évaluer l'utilisation d'un système de jumelage. Le groupe de travail sur les avis de décès présentera et partagera son rapport final avec les membres lorsque ce dernier sera prêt. Le groupe de travail sur les avis de décès présentera et partagera son rapport final avec les membres lorsque ce dernier sera prêt.</li> <li>❖ Les participants se sont entendus pour dire que les travaux entourant les processus d'avis de décès et d'enregistrement des décès devraient continuer et que ce projet devrait être accéléré dans la mesure du possible. Le groupe de travail sur les avis de décès présentera un rapport d'étape lors d'une prochaine réunion/téléconférence.</li> <li>❖ Le groupe de travail sur les avis de décès et le Carrefour numérique canadien collaboreront pour accélérer les travaux et mettre sur pied un projet pilote.</li> <li>❖ Le groupe de travail sur les avis de décès examinera soigneusement les questions en lien avec la confidentialité du partage des données sur les avis de décès.</li> <li>❖ Le travail d'établissement de la portée des bouquets de services en matière de deuil lors des prochaines discussions FPT est à explorer, en ciblant plus particulièrement les communications.</li> </ul>	
5.	<p><b><u>Table des sous-ministres fédéraux-provinciaux-territoriaux sur la prestation de services (voir les onglets 5A et 5B)</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Annette Vermaeten et Natasha Clarke, co-secrétaires de la Table des sous-ministres fédéraux-provinciaux-territoriaux, donnent une mise à jour sur le travail de la Table en matière de prestation de services. Natasha Clarke explique que la Table des sous-ministres appuie certains domaines sur lesquels travaillent les conseils mixtes.</li> </ul> <p><b><u>Discussion:</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>David Ward remarque que la Table des sous-ministres fédéraux-provinciaux-territoriaux a demandé que certains travaux plus fondamentaux et plus programmatiques soient accélérés et que le modèle visuel représente bien ce que les sous-ministres veulent et s'attendent à obtenir de cette table.</li> <li>Maurice Gallant parle des travaux à accélérer et fait remarquer que les municipalités ne sont pas représentées à la Table des sous-ministres fédéraux-provinciaux-territoriaux, ce qui selon lui est une occasion ratée. Les municipalités ont besoin de liens directs et d'un engagement continu et peuvent aider à accélérer les travaux.</li> </ul>	<p><b><u>Mesure de suivi no 3 :</u></b></p> <p>Table des sous-ministres fédéraux-provinciaux-territoriaux : Toutes les priorités – S'appuyer sur le tableau de bord d'accélérateur avec des demandes claires d'accélération pour l'appel de la Table des sous-ministres fédéraux-provinciaux-territoriaux du 1er décembre. Indiquer la manière dont les sous-ministres peuvent contribuer concrètement au modèle d'accélération, p. ex. avec des sous-ministres champions.</p>



	<ul style="list-style-type: none"> <li>Natasha Clarke explique qu'il existe tout un ensemble d'organismes ayant un lien avec ces questions et le besoin d'entrer en contact avec eux nous permettra de faire avancer les priorités.</li> <li>Bette-Jo Hughes rappelle aux membres la discussion avec le groupe de travail sur le cadre. Elle indique qu'une fois que les conseils mixtes auront déterminé les priorités, nous pourrons alors décider de nous attarder à certaines des priorités de la Table des sous-ministres fédéraux-provinciaux-territoriaux. Nous devons élaborer une proposition concise pour obtenir l'aide et la participation des sous-ministres.</li> <li>Harry Turnbull se porte volontaire pour participer au projet d'accélérateur sur la collaboration liée au réseau de services.</li> <li>Annette Vermaeten explique qu'il existe des exemples de collaboration avec les municipalités qui peuvent être présentés.</li> <li>Jacques Paquette s'interroge sur la vision et demande si le leadership collaboratif a été appuyé afin de fournir les meilleurs services publics qui soient.</li> <li>Annette Vermaeten indique qu'ils veulent retourner à la Table des sous-ministres pour expliquer que l'énoncé de leur vision est bien accueilli par les conseils mixtes pour favoriser l'avancement de la collaboration entre les ordres de gouvernement.</li> </ul> <p><b><u>Des éléments de suivi découlant de ce point à l'ordre du jour sont identifiés :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Toutes les priorités : S'appuyer sur le modèle d'accélération avec des demandes claires d'accélération pour l'appel de la Table des sous-ministres fédéraux-provinciaux-territoriaux du 1er décembre. Indiquer la manière dont les sous-ministres peuvent contribuer concrètement au modèle d'accélération, p. ex. avec des sous-ministres champions.</li> </ul>	
6.	<p><b><u>Groupe de travail sur le cadre (voir les onglets 6A et 6B)</u></b></p> <p>Natasha Clarke ouvre la séance. Elle remercie tous les membres du groupe de travail et les coprésidents des groupes de travail et des sous-comités des conseils qui ont participé aux consultations. Natasha remercie également Steve Karam, l'équipe de Systemscope et Maria Luisa Willan, secrétariat de l'ISAC, pour l'appui fourni au groupe de travail.</p> <p>Natasha rappelle aux membres que lors des réunions à St John's, Terre-Neuve, en septembre dernier, les conseils mixtes ont entamé les travaux sur la manière de mieux harmoniser les priorités et les synergies entre le CPSSP et le CDPISP. Tout le monde a fait un excellent travail et il s'agit d'une occasion pour les conseils mixtes de concentrer leurs efforts sur des priorités communes. À la réunion des conseils mixtes du mois de février 2016, le groupe de travail sur le cadre a reçu l'appui pour une vision commune et un appel à l'action. La vision convenue était de « fournir les meilleurs services publics qui soient » et l'appel à l'action était de « créer le meilleur gouvernement numérique qui soit pour les Canadiens ». Elle fait remarquer que le numérique ne se limite pas à la prestation de services en ligne. Un gouvernement numérique cible tous les canaux de prestation de services et</p>	<p><b><u>Mesure de suivi no 4:</u></b></p> <p>a) Le groupe de travail sur le cadre demande de vérifier et de modifier le modèle logique et à la feuille de route en fonction des commentaires recueillis lors de cette réunion.</p> <p>b) Les membres des conseils mixtes vont proposer des commentaires au GTF sur le modèle logique qui, selon</p>

<p>tous les aspects de la fonction publique.</p> <p>Il modifie de façon fondamentale la manière dont nous fonctionnons, il nous pousse à être moins frileux à l'égard de la prise de risque, à cibler l'entrepreneuriat et les besoins des utilisateurs. Le groupe de travail devait évaluer tous les comités et les groupes de travail, vérifier la manière dont ils appuyaient l'appel à l'action et travailleraient avec les comités, et il devait également identifier les groupes nécessitant une réorientation, un démantèlement, etc. Cela incluait l'examen du mandat des conseils mixtes et l'élaboration d'une feuille de route concernant les étapes à venir, à court et à long terme. Un changement est nécessaire, car le statu quo ne fonctionne plus. Natasha indique que tout ce qui est attendu à cette réunion, c'est que les membres entendent le rapport du consultant sur les résultats de l'examen et des travaux d'analyse et qu'ils n'approfondissent pas la manière dont les choses sont faites, mais plutôt qu'ils considèrent ce travail comme une approche que les comités pourraient utiliser pour obtenir des résultats. Pour réussir aujourd'hui, il faut obtenir l'autorisation de continuer d'aller de l'avant et permettre aux conseils mixtes de transformer l'appel à l'action en réalité.</p> <p>Steve Karam présente les principales conclusions de l'examen et des travaux d'analyse effectués par Systemscope, notamment l'examen des priorités et de la structure actuelles des comités, l'analyse des écarts de tous les groupes de travail et sous-comités, le cadre proposé pour appuyer l'appel à l'action, les recommandations sur la situation future des comités afin de bien appuyer l'appel à l'action et l'examen de la feuille de route en lien avec l'appel à l'action.</p> <p><b><u>Discussion:</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Christian Laverdure remercie Natasha Clarke et le groupe de travail et indique qu'il accueille ces travaux avec plaisir et qu'il les soutient entièrement. David Ward répète les commentaires de Christian Laverdure et convient également que ces travaux sont un pas en avant comparativement à la situation dans laquelle se trouvaient les comités un an plus tôt, sans aucune vision des priorités collectives. David appuie les documents de présentation et les modèles logiques et indique que ce qui a été fait dans le cadre du projet en si peu de temps est impressionnant. Il indique que le terme « gouvernement » a été utilisé très souvent et qu'il faut penser davantage dans un contexte axé sur le citoyen.</li> <li>• Pour Jacques Paquette, la présentation était difficile. Elle soulève plusieurs problèmes et questions. Lorsqu'on parle de vision et d'appel à l'action, la vision est l'élément clé. La vision est de « fournir les meilleurs services publics qui soient » et la Table des sous-ministres appuie la vision et travaille de façon collaborative pour fournir les meilleurs services possible. Jacques Paquette demande si l'appel à l'action n'est pas trop éloigné de la vision. Il remarque que le moteur principal est de livrer de meilleurs services et qu'ils ont eu cette conversation dans son service sur le rôle du numérique pour y arriver. Le moteur principal est-il le service ou le numérique? En examinant le modèle logique, il semble que nous nous éloignons des services et nous dirigeons vers le gouvernement numérique. Il explique qu'il hésite à donner son appui car le projet est très ambitieux, l'orientation proposée semble s'éloigner rapidement du travail du groupe et des résultats à long terme et la portée va bien au-delà du mandat de ces comités. Le modèle des sous-ministres fédéraux-provinciaux-territoriaux souligne les principales priorités avec des résultats concrets.</li> <li>• Harry Turnbull explique qu'il voit la vision de meilleur gouvernement numérique qui soit comme l'appel à l'action. Notre gouvernement actuel est bâti sur une base ancienne et nous avons besoin d'une nouvelle base</li> </ul>	<p>eux, représenterait leurs priorités ainsi que sur ce qui est important pour eux en tant qu'administration. Le groupe de travail sur le cadre fera un suivi auprès des conseils mixtes pour obtenir des commentaires. (Commentaires – quelles sont les choses qui nous inspirent et comment nous assurer qu'elles reflètent ce que, à notre avis, les conseils mixtes devraient faire. Qu'est-ce que les comités peuvent faire de plus et de mieux que nous.)</p> <p>c) Le groupe de travail sur la cadre organisera une seconde ronde de consultation sur le modèle logique et la feuille de route avec tous les membres du CPSSP et du CDISP.</p> <p>d) Le groupe de travail sur le cadre fera un rapport aux conseils mixtes lors de la prochaine rencontre/téléconférence sur le modèle logique et la feuille de route révisés en fonction des commentaires reçus lors de la deuxième ronde de consultation avec les membres. Il est important de préciser les activités que les conseils ont déjà entreprises et celles qu'ils continueront de faire progresser. Tous conviennent que les conseils continueront de promouvoir les priorités en lien avec le Carrefour numérique</p>
---	--

<p>pour offrir les meilleurs services publics possible. L'appel à l'action reconnaît que tous les aspects du gouvernement sont touchés par le numérique. À la Table ronde des sous-ministres, il y a eu une discussion sur la collaboration accélérée. Nous devons avoir de bons services numériques en ligne, faciles à utiliser et intuitifs pour favoriser la collaboration. L'appel à l'action appuie cette vision.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Robert Devries est d'accord que les comités doivent redéfinir un nouvel objectif et appuie l'appel à l'action concernant la plateforme numérique pour offrir les meilleurs services publics qui soient.</li> <li>• Maurice Gallant demande si ce travail a trait à ce dont les gouvernements doivent s'approcher ou à ce dont les conseils mixtes doivent s'approcher. Il indique que si les comités ont des aspirations par rapport à l'avenir du gouvernement, ils doivent préciser les rôles et les responsabilités.</li> <li>• Mark Brisson indique qu'il appuie la vision, l'appel à l'action et les documents présentés puisqu'ils fournissent un cadre intéressant, mais qu'il faut maintenant redéfinir les éléments principaux sur lesquels les conseils mixtes doivent se concentrer pour produire des résultats au cours des prochaines années.</li> <li>• Sandra Cascadden explique que les comités ont beaucoup travaillé sur l'axe vertical, mais qu'ils doivent maintenant se pencher sur l'axe horizontal pour être en mesure de produire des résultats. Elle est d'accord avec certains nouveaux courants de réflexion et aime les mesures et l'établissement de rapports. Elle indique que les conseils peuvent faire avancer les choses en réunissant les intervenants à l'extérieur de l'axe vertical pour discuter des différentes composantes. La taille des groupes et l'assurance que, par exemple, si un représentant du secteur privé est présent, il peut représenter le privé et ensuite reprendre la conversation verticale seront un défi. Nous devons pouvoir envoyer un représentant dans ces groupes afin de faire avancer les choses.</li> <li>• Selon Cheryl Hansen, le cadre est facile à comprendre et favorise la compréhension des synergies de travail et de l'objectif final. Elle indique que ce cadre comprend de nombreux acteurs pour parvenir à des résultats.</li> <li>• Beverly Dicks indique qu'elle a examiné le rapport d'analyse des écarts des groupes de travail et des sous-comités des conseils mixtes et qu'elle est préoccupée par les écarts au niveau de la mobilisation des clients, mais lorsqu'elle examine les autres schémas, elle constate que certains domaines se sont améliorés et que les écarts semblent avoir été comblés.</li> <li>• Guy Gordon apprécie le modèle logique, mais il est préoccupé par l'abstraction. Les comités doivent identifier des projets concrets qui ciblent des activités essentielles pour réussir l'exécution de projets.</li> <li>• Karla Hale explique qu'elle a aimé la présentation et la feuille de route, mais que des discussions supplémentaires sont nécessaires considérant les commentaires et le besoin d'aborder toutes les préoccupations soulevées.</li> <li>• Cosanna Preston-Idedia note qu'elle est heureuse de voir que le numérique était une priorité, qu'il s'agisse de services numériques assistés ou de services en libre accès. C'est facile pour les nouveaux membres de voir comment ils s'intègrent.</li> </ul>	<p>canadien, le processus d'avis de décès et d'enregistrement des décès, la gestion de l'identité et le service aux entreprises.</p> <p>e) Le groupe de travail sur le cadre fournira des conseils aux conseils mixtes lors de la prochaine réunion/téléconférence concernant l'équipe de spécialistes proposée (constituée de membres du CPSSP et du CDPISP) qui fera progresser ce travail.</p>
---	---

<ul style="list-style-type: none"> <li>• Bette-Jo Hughes remarque que les hypothèses suivantes doivent être clarifiées 1) Vision et appel à l'action – Les membres des conseils mixtes se sont entendus sur la vision et l'appel à l'action lors de la réunion de février, mais lorsqu'on regarde l'appel à l'action, on se demande si on le comprend bien compte tenu des résultats. Des discussions supplémentaires seront nécessaires lorsque nous l'examinerons en détail. 2) Bien que le modèle logique ne comprenne pas la vision et l'appel à l'action, représente-t-il le gouvernement numérique au complet versus le modèle logique des comités en lien avec des principes et des priorités spécifiques?</li> <li>• Natasha Clarke indique que les conseils mixtes auront besoin de plus de travail pour y arriver. La présentation d'aujourd'hui avait pour but de présenter aux membres un ensemble comprenant des questions, notamment sur le type d'outils à utiliser pour poursuivre le dialogue. Le modèle logique est celui d'un gouvernement numérique et nous pouvons maintenant nous interroger sur le rôle des conseils mixtes pour remplir le modèle logique d'un gouvernement numérique.</li> <li>• Bette-Jo Hughes s'interroge sur le point de transition des objectifs très ambitieux et le rôle des comités et sur les choses sur lesquelles les comités devraient se concentrer. Natasha Clarke demande aux membres comment ils voient le rôle des comités, ce forum où les administrations de partout au pays peuvent faire entendre leur voix déterminera-t-il le ton et l'orientation du changement dans la manière de fonctionner? Quel sera notre rôle pour l'avenir? Resterons-nous un groupe passif de partage de l'information ou un groupe actif au niveau des changements qui doivent être apportés pour obtenir des résultats? Comment pouvons-nous utiliser le modèle logique pour définir le travail à effectuer.</li> <li>• John Messina se demande ce que les comités peuvent ajouter à l'énoncé « meilleurs services numériques qui soient » du point de vue du service, pour combler l'écart. Quel serait le modèle logique pour le service? Il y a manifestement discordance si certaines personnes penchent des deux côtés de la balance et nous devons y remédier.</li> <li>• Chris Bookless explique que la discordance est due en grande partie à ce que nous appelons le « meilleur gouvernement numérique qui soit » et de ce qui se passe lorsqu'on suit la voie numérique. La vision de fournir les meilleurs services publics qui soient est bien accueillie par tous. La raison de l'utilisation de la technologie est de faire avancer les facteurs d'exigences opérationnelles; nous parlons des supports technologiques. La technologie a évolué pour favoriser le libre-service, mais elle aide également les services administratifs. La technologie évoluera et ses capacités s'amélioreront. Pour cette raison, nous essayons de définir l'utilisation adéquate de cette technologie pour faire évoluer les facteurs d'exigences opérationnelles et adopter une approche plus axée sur le citoyen.</li> <li>• Cosanna Preston-Idedia suggère d'inclure le terme « axé sur le citoyen » dans les principes et de définir la norme en matière de service axé sur le citoyen.</li> <li>• Annette Vermaeten a trouvé la présentation difficile, particulièrement en ce qui a trait à l'élément de service. Nous devons penser à un service axé sur le client, mais également à l'excellence du service. Le numérique est un moyen de faire les choses, mais l'objectif final est de fournir les meilleurs services aux clients. Un des éléments est l'excellence au service, mais il en existe d'autres, notamment les services regroupés pour</li> </ul>	
--	--

<p>améliorer les services offerts aux clients. Les clients veulent du numérique, mais ils veulent également des services simples et faciles à comprendre. Comment, en tant que comité, pouvons-nous fournir de meilleurs services aux Canadiens, des services axés sur le citoyen. Le numérique est un moyen, mais nous devons évaluer d'autres concepts et les intégrer à la discussion.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Jacques Paquette indique que, quel que soit le cadre, les comités doivent fournir des résultats plus concrets et ce, plus rapidement. Il suggère également que les facteurs de réussite soient intégrés au cadre.</li> <li>• Bette-Jo Hughes résume la discussion et les étapes à venir. Elle fait remarquer que les membres s'entendent sur le modèle logique du point de vue du processus, mais qu'il a besoin d'être précisé. Elle suggère aux membres de réfléchir au modèle logique qu'ils aimeraient proposer et qui représenterait leurs priorités, ainsi qu'à ce qui est important pour eux en tant qu'administration. Elle propose également que les membres fournissent des commentaires sur les priorités que devraient adopter les conseils mixtes. Quelles sont les choses qui nous inspirent et comment nous assurer qu'elles reflètent ce que, à notre avis, les conseils mixtes devraient faire. Qu'est-ce que les comités peuvent faire de plus et de mieux que nous. Elle propose de tenir une autre ronde de discussions et demande au groupe de travail de réexaminer le modèle logique en se basant sur les commentaires émis lors de cette réunion. Il est important de préciser les activités que nous connaissons et que nous voulons faire progresser. Quel est le travail que nous voulons faire dans certains domaines en particulier et quelle est l'équipe de spécialistes que nous voulons mettre sur pied pour y arriver?</li> </ul> <p><b><u>Des éléments de suivi découlant de ce point à l'ordre du jour sont identifiés :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Bien que les membres s'entendent sur le modèle logique présenté, le groupe de travail demande de vérifier et de modifier le modèle logique et la feuille de route selon les commentaires fournis à cette réunion. (Comme indiqué, les membres ont approuvé la vision et l'appel à l'action à la réunion des conseils mixtes de février 2016.)</li> <li>❖ Les membres des conseils mixtes vont proposer des commentaires au GTF sur le modèle logique qui, selon eux, représenterait leurs priorités ainsi que sur ce qui est important pour eux en tant qu'administration. Le groupe de travail sur le cadre fera un suivi auprès des conseils mixtes pour obtenir des commentaires. (Commentaires – quelles sont les choses qui nous inspirent et comment nous assurer qu'elles reflètent ce que, à notre avis, les conseils mixtes devraient faire. Qu'est-ce que les comités peuvent faire de plus et de mieux que nous.)</li> <li>❖ Le groupe de travail sur la cadre organisera une seconde ronde de consultation sur le modèle logique et la feuille de route avec tous les membres du CPSSP et du CDPISP.</li> <li>❖ Le groupe de travail sur le cadre fera un rapport aux conseils mixtes lors de la prochaine rencontre/téléconférence sur le modèle logique et la feuille de route révisés en fonction des commentaires reçus lors de la deuxième ronde de consultation avec les membres. Il est important de préciser les activités que les conseils ont déjà entreprises et celles qu'ils continueront de faire progresser. Tous conviennent que les conseils continueront de promouvoir les priorités en lien avec le Carrefour numérique canadien, le processus d'avis de décès et d'enregistrement des décès, la gestion de l'identité et le service aux entreprises.</li> </ul>	
--	--

	❖ Le groupe de travail sur le cadre fournira des conseils aux conseils mixtes lors de la prochaine réunion/téléconférence concernant l'équipe de spécialistes proposée (constituée de membres du CPSSP et du CDPISP) qui fera progresser ce travail.	
7.	<p><b><u>Carrefour numérique canadien (CNC) (voir onglet 7)</u></b></p> <p>Robert Frelich, coprésident du CNC fait un exposé sur l'analyse de rentabilisation du CNS.</p> <p><b><u>Discussion:</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Nancy MacLellan indique que l'enregistrement des décès est la responsabilité des provinces. Elle demande si les provinces doivent abandonner cette responsabilité et si le gouvernement fédéral les dédommagera pour ces données. Pour Anik Dupont, le groupe de travail sur les avis de décès doit continuer de travailler avec le CNC sur la manière de s'organiser concernant les avis de décès. Nancy MacLellan indique que le gouvernement fédéral est en mesure de partager les données qui proviennent des provinces de manière efficace.</li> <li>Chris Bookless explique que les avis de décès visent principalement à arrêter le versement des prestations, notamment la pension de vieillesse et le RPC, mais qu'il y a également certains droits en cas de décès. Il demande si le groupe de travail connaît la portée complète de tous les éléments. Robert Frelich répond que la présentation ne comprend pas la liste complète de ces éléments, mais qu'il peut fournir l'information. Pour Anik Dupont, c'est un avantage pour les provinces parce qu'il y aura un impact si les avis ne sont pas reçus à temps. Robert Frelich explique que l'analyse de rentabilité comprend la réalisation des avantages qui se divise comme suit : les coûts directs, si tout peut être transféré en ligne, les personnes n'auront pas besoin de se déplacer et les coûts indirects, qui comprennent les améliorations aux services concernant les prestations de survivant. Le processus avec le CNC pour redéfinir les renseignements se poursuit et la firme Pricewaterhouse a été engagée pour analyser les travaux sur la réalisation des avantages.</li> <li>Bette-Jo Hughes demande si une administration est prête à valider le concept avec le gouvernement fédéral. Mark Brisson indique qu'en Alberta, l'administration sera bientôt prête. Elle collabore avec son équipe de statistiques essentielles pour essayer de faire un choix entre le CNC et la PLI. Jackie Stankey ajoute que leur travail comprend des ententes de partage avec les autres provinces. On remarque que la Colombie-Britannique, la Nouvelle-Écosse, l'Alberta et le gouvernement fédéral sont des participants possibles.</li> <li>Corinne Charette ajoute qu'il reste beaucoup de travail à faire à l'échelle fédérale. Il faut trouver un petit nombre de scénarios d'utilisation à valider. Elle suggère d'identifier un scénario d'utilisation en lien avec l'identité, comme l'immigration, parce qu'il s'agit d'une priorité pour le gouvernement et que les nouveaux immigrants font face à des défis de taille pour obtenir un permis de conduire ou un compte bancaire. Cibler un scénario d'utilisation d'un ou de deux services en Nouvelle-Écosse, en Colombie-Britannique et en Alberta permettra d'informer les autres administrations. Nous devons démontrer la valeur au public dès que possible. Elle suggère de créer un sous-groupe qui aurait comme tâche, au cours des trois prochains mois (méthode agile), d'élaborer un scénario d'utilisation, un cadre et un projet pilote limité.</li> <li>Steve Burnett indique que la province de l'Ontario est intéressée, mais qu'elle a une question en lien avec le</li> </ul>	<p><b><u>Mesure de suivi no 5:</u></b></p> <p>a) Le Carrefour numérique canadien poursuivra l'élaboration de l'analyse de rentabilisation du CNC incluant les différentes « phases et couches » et présentera un rapport sommaire avec les faits saillants aux conseils mixtes.</p> <p>b) Le Carrefour numérique canadien poursuivra les projets pilotes FPT sur la validation du cadre CNC qui cible l'essai des éléments de conception du CNC relativement à l'échange de protocoles d'information. Le CNC nouera le dialogue avec les administrations prêtes à collaborer aux phases pilotes et de découverte. <b>REMARQUE :</b> Ce projet pilote s'ajoute au CNC et au groupe de travail sur les avis de décès, comme indiqué au point 2C)</p> <p>c) Le Carrefour numérique canadien élaborera un sommaire pour clairement identifier la proposition de valeur, les résultats planifiés, les défis, etc.. qui sera partagé avec les administrations.</p>

	<p>projet en matière d'identité. Robert Frelich explique qu'ils travaillent sur ce projet avec l'IRCC dont l'objectif principal est d'améliorer l'intégrité du programme de passeports. Ils ont déjà eu des rencontres avec 10 provinces et, selon les commentaires reçus, un projet qui ciblerait les avis de décès et l'enregistrement des naissances suscite l'intérêt. L'accélération du traitement des données de l'IRCC n'a suscité aucun intérêt.</p> <p><b><u>Des éléments de suivi découlant de ce point à l'ordre du jour sont identifiés :</u></b></p> <p>a) Le Carrefour numérique canadien poursuivra l'élaboration de l'analyse de rentabilisation du CNC incluant les différentes « phases et couches » et présentera un rapport sommaire avec les faits saillants aux conseils mixtes.</p> <p>b) Le Carrefour numérique canadien poursuivra les projets pilotes FPT sur la validation du cadre CNC qui cible l'essai des éléments de conception du CNC relativement à l'échange de protocoles d'information. Le CNC nouera le dialogue avec les administrations prêtes à collaborer aux phases pilotes et de découverte. (REMARQUE : Ce projet pilote s'ajoute au CNC et au groupe de travail sur les avis de décès, comme indiqué au point 2C)</p> <p>c) Le Carrefour numérique canadien élaborera un sommaire pour clairement identifier la proposition de valeur, les résultats planifiés, les défis, etc., qui sera partagé avec les administrations.</p> <p>d) Le Carrefour numérique canadien fournira un rapport d'étape sur ces points aux conseils mixtes lors d'une réunion/téléconférence à venir.</p>	<p>d) Le Carrefour numérique canadien fournira un rapport d'étape sur ces points aux conseils mixtes lors d'une réunion/téléconférence à venir.</p>
8.	<p><b><u>Autres affaires:</u></b></p> <p><b>A) <u>Rapports de mise à jour – Groupes de travail et sous-comités des conseils mixtes</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Sous-comité en matière de confidentialité (<b>voir l'onglet 8A</b>)</li> <li>○ Comité de recherche (<b>voir l'onglet 8B</b>)</li> </ul> <p>Richard Dalpé, coprésident du comité de recherche fédéral, donne une mise à jour des travaux du comité de recherche. Il indique que des membres du FPTM font partie du comité de recherche. Le comité a éliminé les sous-comités du comité de recherche et a examiné et mis à jour son mandat. Les membres du comité ont répondu à un sondage sur les priorités et les coprésidents examinent actuellement leurs réponses. Le comité de recherche présentera un rapport plus complet aux conseils mixtes lors de la réunion de février. Guy Gordon, coprésident du comité de recherche provincial, fait remarquer que le comité examine certains secteurs où une valeur au travail des comités peut être ajoutée. Guy remercie Richard Dalpé de s'être chargé de ce travail. Chris Bookless rappelle aux membres que le comité de recherche n'est pas le moteur principal de la recherche, mais que sa responsabilité est d'effectuer la recherche nécessaire aux comités et aux groupes de travail.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Groupe de travail en matière d'information et de données ouvertes – (<b>voir onglet 8C</b>)</li> </ul> <p>David Hume, coprésident du groupe de travail en matière d'information et de données ouvertes, donne une mise à</p>	



<p>jour du travail du groupe.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ <b>Sous-comité sur le mappage des services (non disponible, fera un rapport en février 2017)</b></li> </ul> <p>Aucune mise à jour fournie. Le sous-comité fera un rapport en février 2017.</p> <p><b>B) Autres questions</b></p> <p>Aucun autre point issu de cette réunion.</p> <p><b>C) Conférence de recherche sur les services – EDSC (voir l'onglet 8D)</b></p> <p>Annette Vermaeten annonce que EDSC tiendra une conférence de recherche sur les services en novembre et que la date limite des demandes de communications était le 16 septembre, mais qu'elle peut être repoussée pour accueillir ceux et celles qui désirent participer à la conférence.</p> <p><b>D) Prochaine réunion en personne prévue pour les 22 et 23 février 2017, à Ottawa, Ontario</b></p> <p>Les coprésidents remercient tous les membres et les observateurs de leur participation à la réunion et leur demandent de remplir le formulaire d'évaluation.</p>	
<p>Séance levée à 16 h 30, HAP.</p>	